

Pensées de crise

Guillermo Kozlowski, CFS asbl, 2010

Lors de la crise financière de 2010, on a sérieusement évoqué la possibilité d'une fin du néolibéralisme, ou du moins d'une inflexion dans son développement. Un an plus tard rien de tout cela n'a eu lieu, mais comme le signalait Mateo Alaluf¹, c'est au contraire une accélération de sa progression qui se dessine. Des états comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal ou l'Irlande ont été sommés de prendre des mesures allant toutes dans le sens de la réduction des aides sociales, de la diminution des salaires, de l'augmentation de l'âge de la retraite. Il s'agit de faire rentrer dans le système marchand toujours plus de domaines. Tout ce qui lui échappe apparaît de plus en plus comme un coût insupportable.

La préoccupation centrale du capitalisme n'est plus la productivité, mais la compétitivité. Ainsi, il ne s'agit plus de voir seulement comment produire plus, mais de faire jouer la concurrence entre états, régions, agglomérations pour obtenir des emplois². En Belgique, une loi de compétitivité a été adoptée récemment. Or dans cette mise en concurrence généralisée, les droits sociaux apparaissent comme de véritables boulets qui « plombent l'économie »...

On dit depuis longtemps qu'il y a une pensée unique en économie. Mais il n'y a pas seulement l'application d'une recette unique, il a aussi, et peut être surtout, une analyse et un diagnostic des problématiques toujours semblables. Les mesures qui se sont imposées dans le contexte de la récente crise économique, peuvent en témoigner. Étant donné que le néolibéralisme s'est chargé d'analyser lui-même, avec ses propres concepts, la crise, les mesures prises alors n'ont été que des renforcements de cette même dynamique.

La représentation de l'économie, dans laquelle, le marché est identifié à une donnée naturelle incarne parfaitement cette pensée unique puisqu'elle ne tolère aucune remise en cause ou transformation³. Selon ce modèle (dans cette configuration, dans ce cadre),

1 Propos tenus lors d'une conférence à l'université populaire de Bruxelles le mardi 27 avril 2010. Cette conférence peut être visionnée sur le site www.videobaz.be

2 Idem.

3 Cf. par exemple « le petit manuel de contre-propagande économique » de Erik Rydberg, éditions Couleur livres, 2010 (coll. « l'autre économie »). Journaliste, Erik Rydberg travaille au Groupe de recherches pour

toute intervention est perçue comme l'imposition d'un artifice coûteux et dangereux.

La validité de cette pensée est renforcée par la croyance, ferme et largement partagée que ce modèle est le principe même de l'économie. Du coup, aucune raison d'en rechercher d'autres ; Or lorsqu'on cherche, on trouve. Certes, aucune recette à appliquer demain, mais de sérieuses pistes à expérimenter, à tester.

Parmi les alternatives à l'économisme ambiant, nous en avons choisi trois. Encore une fois, elles ne sont pas des modèles. Cependant, toutes trois comportent des pistes intéressantes. Ce qu'on propose n'est donc pas un menu avec différentes solutions au choix ; mais tenter d'analyser à travers ces trois exemples quelques pistes.

La piste proposée par de Bernard Friot est repose sur une manière de repenser le salaire, celle de Christian Arnsperger est une réflexion sur la production et enfin, Thomas Coutrot, quant à lui, envisage l'émergence d'une société civile démocratique. Pour faciliter la discussion, nous avons choisi de les présenter sous une forme très simple reprenant d'une part le diagnostic qu'elles font de notre époque, ensuite les pistes de travail qu'elles proposent et quelques interrogations qu'elles suscitent.

Friot et Ansperger nous proposent notamment de regarder plus en détail ces coûts sociaux qui semblent toujours trop forts, dont on nous répète à longueur de journée qu'ils minent la compétitivité. Bref, ils nous invitent à tenter de mieux comprendre ce dont le néolibéralisme a fait un dogme, et de replacer ces coûts dans leur contexte.

Ces pistes nous permettent d'entrevoir la crise comme une occasion, le moment pour une inflexion économique. Peut-être la crise financière serait alors une occasion, le moment d'une inflexion économique.

1. Passer de l'emploi à la qualification professionnelle d'après B Friot

Diagnostic

Salaire et emploi

L'analyse de Friot commence par la différentiation entre salariat et emploi. En effet, le terme emploi a été forgé dans les années 50 par ce que Friot appelle le « champ

syndical » tandis que les employeurs continuent à employer le terme de « travail ». La différence réside dans le fait qu'emploi désigne une certaine mise en forme du travail dans laquelle des droits sont affectés à un poste de travail. Des droits liés aux conditions de travail, santé, durée, sécurité du travail, des droits liés à l'embauche, au licenciement, et à la formation, mais aussi tout ce qui concerne la sécurité sociale. L'emploi entraîne des droits sociaux.

Or, depuis les années 80 et particulièrement avec la « stratégie européenne pour l'emploi » en 1997 la logique de l'emploi connaît un renversement⁴. Désormais... ce sont les droits sociaux qui sont au service de l'emploi. On doit les adapter, les réduire de manière à ce qu'ils permettent une compétitivité du marché de l'emploi. « La dynamique de l'employabilité a pour objectif de restaurer comme centrales et même comme exclusives les institutions du capital, alors que la logique de l'emploi les avait doublées d'institutions salariales potentiellement ou déjà anticapitalistes »⁵. Ainsi, « emploi » devient équivalent à « travail ». Le mot emploi est maintenant essentiellement utilisé par le patronat et le mot d'ordre « sauver l'emploi » implique systématiquement la réduction des droits sociaux.

Dans ce contexte, la voie majoritaire adoptée par les syndicats est de tenter de revenir au sens premier du mot « emploi ». Or, on a affaire à des entreprises multinationales, au développement de la sous-traitance, etc. et dans ce cadre, tout est tellement flou, mouvant, complexe qu'il n'est pas possible de définir d'interlocuteurs. Il n'y a personne pour négocier, simplement des entreprises qui s'installent là où les droits sociaux sont les moins importants, changent de structure, déménagent, délocalisent, sous-traitent, etc.

B Friot parle à ce propos de « défaillance » des employeurs. Il propose de prendre acte de

4 « La stratégie consiste principalement en un dialogue entre les États membres et la Commission européenne, qui s'établit à partir de documents officiels comme les directives, les recommandations et le rapport annuel conjoint sur l'emploi. Elle est complétée par un dialogue entre la Commission et les partenaires sociaux, mais aussi avec d'autres institutions européennes comme le Parlement européen, le Comité économique et social européen et le Comité des régions. Le comité de l'emploi, qui réunit les représentants des États membres et la Commission européenne, joue un rôle essentiel dans la coordination des objectifs et des priorités au niveau de l'Union européenne. Ces objectifs s'articulent autour d'indicateurs communs et d'objectifs chiffrables en matière de création d'emplois. » Définition proposée sur le site de la Communauté européenne :

<http://ec.europa.eu/social/main.jsp?catId=101&langId=fr>

5 FRIOT, Bernard. *L'enjeu des retraites*, édition La dispute, 2010. p. 136.

cette situation et plutôt que de s'évertuer à trouver des interlocuteurs, de militer pour une séparation entre les droits salariaux et l'emploi.

Analyse des droits salariaux et de la retraite en particulier

Parmi les droits salariaux, le plus original est peut-être la cotisation sociale, dont la retraite constitue environ 40 %. Elle est intéressante pour deux raisons:

Premièrement de par sa nature. Qu'est-ce qu'une retraite ? Ce n'est ni une rente ni une allocation de survie. C'est donc un salaire, mais un salaire non lié à un emploi. «...(Les jeunes retraités) avec un réseau social nourri d'activités multiples : « ils n'ont jamais autant travaillé, ils n'ont jamais été aussi heureux de travailler » ...de quelle nouveauté est précisément porteuse la pension comme continuation du salaire ? Le bonheur des retraités au travail vient de ce qu'ils touchent leur pension alors qu'ils sont libérés du marché du travail, de la subordination à un employeur, de la production de marchandises sous la tyrannie du temps de travail : ils sont libérés de la valeur travail»⁶.

Deuxièmement, dans le cas de la retraite par répartition, il s'agit d'un financement sans épargne. Elle montre que nous n'avons pas besoin d'épargner pour réussir. Les pays qui ont financé leur retraite sans épargne ont beaucoup mieux réussi que ceux qui ont un système basé sur l'épargne⁷. Or en France, la retraite représente environ 12 % du PIB soit près de l'équivalent de l'investissement productif (15 % du PIB en France).

Tenter de revenir au plein emploi est une impasse, suivant les deux pistes évoquées précédemment on peut esquisser deux voies alternatives.

Pistes de travail

Un salaire lié à la qualification

« La dynamique de l'employabilité est en effet antinomique d'une autre dynamique celle du salaire à la qualification personnelle qui ne part de rien : le salaire à la qualification, la sécurité sociale, les conventions collectives, la fonction publique en sont des anticipations puissantes»⁸. Un salaire lié non pas au poste de travail, mais à la qualification personnelle est un système qui a déjà cours dans la fonction publique. (En effet ce n'est pas l'emploi, mais le niveau de qualification qui détermine le salaire des fonctionnaires). Ainsi, la retraite

6 Bernard Friot, op. cit. p 26-27.

7 En France environ 94 % des retraites sont financées sans épargne. Bernard Friot, op. cit. p.14

8 Bernard Friot, op. cit. p. 142.

n'est qu'un prolongement du salaire. Le fonctionnaire possède toujours des qualifications donc il continue à être payé. C'est également le cas des retraites dans le secteur privé le salaire ne dépend plus de l'emploi, il est désormais lié à la qualification personnelle. On pourrait voir là une l'anticipation d'un modèle alternatif qui baserait les droits sociaux sur la qualification et non plus sur l'emploi (ceci explique peut être l'hostilité radicale de L'union européenne à son égard. Ainsi les revendications seraient déplacées du plein emploi vers la pleine qualification. Il serait possible de déplacer les revendications, du plein emploi vers la pleine qualification.

Ceci suppose une caisse spécifique de mutualisation des salaires, une sécurité sociale professionnelle, tout le salaire ne peut être lié au poste travail. Dans ce domaine aussi, il y a une expérience importante, actuellement 40 % du salaire est du salaire indirect, c'est-à-dire des cotisations sociales. Il s'agit d'une mutualisation du salaire.

Aujourd'hui, le discours majoritaire présente les cotisations sociales comme une « taxe sur l'emploi » comme un poids dont on doit se débarrasser, pour libérer l'emploi. Certes du point de vue néolibéral cela se justifie, en revanche pour les travailleurs cela constitue une disqualification de leur travail, puisque le salaire est diminué. Et que Le salaire lié seulement à l'emploi ne prend pas en compte ses qualités.

Une nouvelle organisation du travail

Tout ceci implique un changement important dans l'organisation du travail, passant notamment par la création ou le développement de « collectifs de travail personnel » c'est-à-dire des liens, des réseaux plus larges et plus divers que ceux du personnel d'un employeur. Il s'agit de liens qui ne se limitent pas aux liens créés par l'emploi. On peut déjà voir un exemple des avantages de ce type de réseaux lors des fermetures d'entreprises. En effet, ceux qui possèdent des collectifs de travail personnel plus larges que ceux liés à leur emploi, que ce soit les militants ou les cadres, ont beaucoup plus de facilités à retrouver un emploi.

On retrouve ici sous une forme particulière une problématique qui est transversale aux différentes pensées de crise que l'on a sélectionnées : celle du lien social comme élément de résistance au néolibéralisme.

De même, cela nécessiterait une réorganisation macro-économique. Actuellement la création monétaire n'est possible que sur base de la vente de marchandises futures. Il y a là une contradiction, car les marchandises doivent intégrer le travail de ceux qui ont

produit les marchandises, mais aussi le travail des fonctionnaires, des retraités, tout le travail que nous connaissons dans le travail non marchand.

Créer de la monnaie, c'est anticiper le prix du travail, pour le moment c'est exclusivement le travail transformé en marchandises, mais l'alternative pourrait être d'anticiper sur l'évolution de la qualification.

« L'alternative à opposer à la création monétaire par la médiation des marchandises est l'ultime fil que l'on tire lorsqu'on cherche à définir l'enjeu des retraites. La forme qu'impose le capital à la création monétaire est décisive, parce que la tyrannie de la valeur travail, clé de l'extorsion du profit, n'est possible que si la production est marchande. Ne créer de la monnaie que à l'occasion de l'anticipation du chiffre d'affaires des entreprises, c'est donc disposer de la force de rappel qui en permanence impose la loi du capital...La création monétaire est toujours affaire d'anticipation de ce qui va être produit. Plutôt que d'anticiper le produit du travail, et pire encore son seul produit marchand, pour créer de la monnaie, pourquoi ne pas anticiper la production à partir de la capacité des individus à produire de la richesse telle qu'elle est mesurée par la qualification ? La production de richesse serait estimée lors de la création monétaire non plus à partir de la marchandise capitaliste mais à partir de la qualification des salariés. On devine les conséquences considérables d'une telle délivrance de la création monétaire du carcan de la marchandise capitaliste et de son nouveau support dans la qualification universelle des personnes. Les ressorts de l'expropriation capitaliste seraient détruits en même temps que la force de rappel qu'est la création monétaire serait mise au service d'une citoyenneté enfin à l'œuvre dans l'économie ».⁹

Interrogations

Parmi les questions que suscitent les analyses de B. Friot, émettre des réserves par rapport au rôle... il y a notamment une interrogation sur le rôle central qu'il accorde à l'État. Car si l'on peut voir dans les retraites ou dans l'organisation du travail des fonctionnaires des anticipations concrètes d'un salaire lié à la qualification personnelle, dans les deux cas, c'est l'État qui apparaît comme rouage indispensable. Or, le développement gigantesque du rôle de l'État nécessaire à généralisation d'un salaire délié du travail paraît difficile. Jusque là, l'histoire du XXe siècle l'a bien montré, les expériences faites dans ce sens, qu'elles aient été de droite ou de gauche, ont toutes échoué. D'une

9 Bernard Friot, op. cit. p.128-130.

part parce que les semblables nombreuses expériences, de gauche comme de droite, qui ont eu lieu au cours du XXe siècle ont échoué. D'autre part la tendance actuelle va plutôt dans le sens d'une dissolution des pouvoirs des États. Au profit de l'émergence des organisations internationales comme c'est le cas notamment en Europe. Mais surtout d'un accroissement des pouvoirs des régions à l'intérieur de chaque état¹⁰. Il semble de plus très difficile que les partis politiques, considérant leur programmes, leur structure ou encore leur temporalité basée sur du court terme, aillent dans le sens de telles réformes.

2. La décroissance...d'après C. Arnspenger

Diagnostic

Le travail d'Arnsperger prend en compte un autre des angles morts du néolibéralisme, celui de l'objet même de la production. Un angle mort d'autant plus difficile à penser qu'il fut aussi celui de la gauche pendant de longues années. Le terme décroissance n'est peut-être pas le meilleur, mais en tout cas la problématique abordée est celle du type et du mode de production¹¹.

La production, la croissance apparaissent aujourd'hui comme une pure positivité. On a du mal à penser en termes dialectiques, à comprendre que certaines dynamiques puissent s'inverser ou être ambivalentes. Ce n'est pas parce que la croissance a permis une certaine abondance qu'elle ne peut pas devenir néfaste. Par ailleurs, comme l'affirme le Manifeste des objecteurs de croissance : « une autre conséquence dramatique de la logique de croissance réside dans le fait qu'elle néglige les biens communs, ignore les pratiques sociales et les ressources dépourvues de valeur marchande ou qui font obstacle à l'expansion du marché. Le sacro-saint PIB, dont on se sert pour évaluer la santé des nations, mesure la somme des valeurs marchandes ajoutées produites dans un pays pendant un an»¹²

10 C'est le cas en Belgique, mais aussi en Espagne en Allemagne ou en Italie où l'on a crée de toutes pièces la « Padanie »

11 Cf. l'article « remettre la décroissance à sa juste place », publiée sur le blog de Christian Arnspenger <http://transitioneconomique.blogspot.com/2010/10/remettre-la-decroissance-sa-juste-place.html>. Dans cet article, Arnspenger répond au mouvement des objecteurs de croissance, pourquoi tout en étant d'accord avec leurs positions, il conteste le terme « décroissance ».

12 Manifeste pour l'objection de croissance, Bruxelles, 18 octobre 2009. Téléchargeable sur le site : www.objecteursdecroissance.be/

Ainsi les États non seulement s'occupent de développer la croissance, mais en font souvent leur objectif central. Libérer la croissance de tous les poids qui l'entravent, et bénéficier en retour de plus de recettes est devenu un dogme. En ce sens contrairement à ce qu'on croit beaucoup de libéraux sont pour un État fort¹³, un état qui puisse réduire les charges et les réglementations, mais qui puisse aussi investir dans l'éducation qui devient ainsi de plus en plus une formation techno-professionnelle. À proprement parler notre système est un capitalisme social-démocrate, les néolibéraux étant minoritaires en Europe.

Est-ce que le modèle d'Homme proposé par ce système est tenable ? Est-ce que le « sujet entrepreneur de soi » est tenable ? Est-ce que cet égoïsme solidaire (c'est-à-dire travailler chacun pour soi en étant toujours solidaire de la croissance capitaliste) est tenable ?

Arnsperger propose d'analyser 3 différents scénarios

- D'abord un scénario qui défend le libre-échange comme valeur fondamentale. Dans ce scénario, on guide l'économie à travers l'autorégulation du couple profit-recherche. Au fur et à mesure que les ressources se raréfient, la recherche du profit de la part des entreprises va les pousser à investir dans l'innovation. Ce scénario qu'Arnsperger appelle le « néolibéralisme vert » recèle un angle mort: la finitude de notre planète.
- Il y a un deuxième point de vue qui correspond à une sorte de « sociale démocratie verte ». Dans ce scénario, on ne croit pas que le marché seul puisse provoquer les réorientations nécessaires dans un délai suffisant et de manière équitable. L'horizon de la recherche capitaliste étant trop court par rapport à des enjeux à long terme. D'autre part, le marché ne prend en compte que les désirs des clients potentiels. Les adaptations du marché vont donc se faire souvent de manière futile selon les achats de ceux qui ont les moyens. Les partisans de cette vision défendent donc la nécessité d'un État éclairé qui puisse imposer le respect de l'écosystème.

Il y a une deuxième différence par rapport au premier scénario: tandis que le « néolibéralisme vert » postule que la nature humaine ne doit pas changer, qu'au contraire c'est en persévérant dans la logique économique que l'on pourra avancer. La position sociale-démocrate propose de rester dans la même logique économique, mais de devenir

13 Cf. *La nouvelle raison du monde. Essai sur la société néolibérale*, Pierre Dardot et Christian Laval, éditions de La découverte, 2009.

de plus en plus sensibles aux questions écologiques dans le domaine politique. Il y a quelque chose d'un peu schizophrène dans cette posture.

- Le troisième scénario est celui de la transition écologique et économique. Ce point de vue est très sceptique par rapport aux deux autres dans la mesure où il affirme que contrôlée ou non, le moteur reste l'accumulation de capital, c'est-à-dire au bout du compte, la croissance économique qui tôt ou tard sera confrontée aux limites de la biosphère.

Pistes de travail

Pour que s'opère cette « transition écologique et économique », des propositions ont déjà été formulées¹⁴. Ces propositions passent par une relocalisation.

Premièrement la relocalisation des activités économiques, deuxièmement la création de communautés locales résilientes et troisièmement des communautés très reliées, c'est-à-dire à la fois économiquement solidaires et économiquement autonomes, ce qui n'est pas incompatible. Il s'agit de développer une sorte de communalisme, des post-capitalismes locaux.

Mais ceci n'est possible que si on commence dès aujourd'hui à préparer un dépassement du capitalisme. Or, ce n'est actuellement pas le cas.

Même dans le cas du commerce équitable, la logique de consommation reste la même. A terme, on ne peut espérer d'autres effets engendrés par le commerce équitable que la naissance de « petits » producteurs et de « nouveaux » consommateurs.

C'est pourquoi les objecteurs de croissance préfèrent des développements locaux.

Finalement, c'est peut-être dans le tiers-monde que la question serait la plus facile à régler dans la mesure où dans les pays riches, cette richesse produite permet aussi de financer une sécurité sociale, un certain confort etc. Il y a une sorte de « trahison de l'opulence » car

14 Voir à ce sujet les textes « Transition écologique et transition économique: Quels fondements pour la pensée? Quelles tâches pour l'action? » et « Les cinq « fronts » d'une transition véritable : Normes globales, nouvelles structures politiques, conscientisation individuelle, revenu de transition économique, réforme radicale de la création monétaire » de Christian Arnsperger (UCLouvain & FNRS) des Vendredi 12 février 2010 et Mercredi 15 novembre 2010 téléchargeables en ligne sur le blog de Christian Arnsperger :

<http://transitioneconomique.blogspot.com/>

on peut posséder certains éléments de confort, mais qu'il est difficile d'en mesurer les coûts. On n'est capable de voir que les coûts qui entravent le développement de la production, mais pas ceux que la production engendre. On ne mesure pas, par exemple, les coûts en termes de dépressions nerveuses ?

« Le capitalisme assume le rôle d'un « imaginaire social radical » c'est-à-dire un rôle de structuration radicale de nos vérités existentielles premières. Il est devenu non seulement un système de fonctions économiques, mais un système de significations culturelles et d'orientations existentielles fondamentales »¹⁵. Sans entrer dans des logiques psychologisantes, il faut prendre en compte que le dépassement du capitalisme n'est pas une affaire technique. On ne peut pas le regarder comme un changement extérieur dans la mesure où chacun d'entre nous a assimilé les logiques capitalistes. Notre sens commun est capitaliste. Le changement ne peut donc venir d'une ingénierie politique, mais il doit être aussi culturel et existentiel.

Interrogations

Dans cette perspective ouverte par Gramsci, la question qui reste actuelle pour la décroissance est la suivante : comment dépasse-t-on la prise de conscience ? En effet, il y a une prise de conscience très large des problèmes écologiques, mais il y a en même temps cet élément d'inertie énorme qu'est le sens commun. Or le sens commun ne peut changer que par rapport à des pratiques concrètes. Tout le monde sait que la voiture pollue mais la seule prise de conscience ne suffit pas pour qu'on arrête d'utiliser les voitures. La prise de conscience seule produit surtout une sorte de morale triste qui fait que l'on utilise quand même sa voiture, mais qu'on le fait avec mauvaise conscience.

3. Le chemin de la société civile D'après T. Coutrot.

Diagnostic

L'impuissance actuelle à générer des alternatives tient à la difficulté à trouver des pensées alternatives, mais également parmi les instances ou organisations qui pourrait générer un changement, aucune ne semble en mesure de porter un projet alternatif. La question

15 ARNSPERGER, Christian *Ethique de l'existence post-capitaliste*, pour un militantisme existentiel Ed. du Cerf, 2009, p. 81.

revient sans cesse lorsqu'on envisage un changement : « où pourrait être le moteur ? ». Lors de la Révolution française le sujet était le Peuple, dans le cas des les mouvements communistes : ce fut le prolétariat, mais qu'en est-il de l'alter mondialisme ?

Les mouvements altermondialistes sont multiples et divers et il est entendu qu'il n'est pas envisageable de subordonner tous les mouvements à l'un d'entre eux.

Une des hypothèses forgées par l'extrême gauche, notamment par Daniel Bensaid lorsqu'il tire les conséquences de son diagnostic est que dans les mouvements sociaux¹⁶ « L'incapacité de s'organiser politiquement génère la frustration. ».

Ouvrir un espace politique ne sera pas une chose facile, mais le défi est là : garder cette multiplicité, tout en créant en parallèle un parti politique qui puisse permettre un « agencement des forces ». Mais, comme le relève Thomas Coutrot dans son analyse, on est alors confronté à une autre impasse. Le problème dans ce cas, analyse Coutrot, est que le but de tout parti politique est la conquête du pouvoir central à travers le contrôle de l'état. Or cet objectif implique que la forme, l'organisation, la logique d'un parti politique doivent être compatibles, proches d'une certaine manière de celle de l'état qu'il veut dominer. Un parti doit notamment être centralisé et tenter d'une certaine manière de monopoliser les forces qu'il veut représenter. Cependant, selon T Coutrot, pour que la contestation radicale soit possible, il faudrait une instance extérieure à l'État, une sorte de pouvoir des sans-pouvoirs, des contre-pouvoirs. « Les forums sociaux, par exemple, n'ont jamais souhaité adopter des propositions ni même des déclarations finales qui pourraient constituer un embryon de programme. C'est compréhensible pour éviter le risque de division et d'éclatement d'un mouvement encore fragile, mais s'il ne s'engage pas dans l'élaboration de propositions à caractère programmatique, le mouvement ne pourra dépasser le stade d'un sympathique lieu de rencontres conviviales et de manifestation colorées, mais impuissantes »¹⁷

Pour sortir de cette impasse la proposition de T. Coutrot est de confier ce rôle non pas à un parti mais à la société civile démocratique.

Historique du concept de société civile

Ce terme apparaît vers la fin du XVIIIe siècle chez les philosophes libéraux notamment

16 BENSAID, Daniel. *Le mouvement altermondialiste s'épuise-t-il ?*, téléchargeable sur www.preavis.net/breche-numerique/article522.html

17 COUTROT, Thomas. *Démocratie contre capitalisme*, Ed La dispute, p. 226.

chez le philosophe anglais J. Locke. Ce concept émane de la volonté de la classe bourgeoise en plein essor de s'émanciper de l'État alors contrôlé par la noblesse. Il s'agit d'une vision essentiellement juridique ; instaurer la société civile impliquait surtout l'établissement de droits civiques.

Ce terme est repris au XXe siècle par le philosophe italien A. Gramsci dans son analyse du pouvoir. Il explique en effet que l'hégémonie qu'une classe dans la société ne tient pas seulement à la puissance de l'État, mais aussi à ce qu'il appelle société civile, c'est-à-dire à certaines institutions comme l'école, mais aussi à des choix esthétiques, moraux, etc, qui sont profondément inscrits dans le sens commun. Son travail revient longuement sur le fait qu'aucun changement n'est possible si on ne change pas aussi le sens commun.

La société civile est donc relativement autonome par rapport à l'état, même si cette autonomie est toujours partielle et fait l'objet de luttes incessantes. Elle est aussi multiple en ceci qu'aucune hégémonie n'est totale sur la société civile.

Pistes de travail

La société civile démocratique.

Selon Thomas Coutrot, on ne peut cependant se limiter au concept de société civile pour trouver un sujet social qui porte une alternative politique, car il faut bien prendre en compte que rien ne pousse la société civile vers une voie progressiste. Ainsi par exemple, les groupes de Skinheads font tout à fait partie de la société civile. C'est pourquoi il est nécessaire de préciser que seule la partie démocratique de cette société peut devenir le sujet du dépassement du capitalisme. Par conséquent, on ne peut compter sur un sujet déjà-là, clairement identifié mais plutôt sur un sujet diffus, aux formes multiples, contradictoires et mouvantes, toujours en construction.

La constitution d'un tel sujet est-elle possible ? T. Coutrot ne se pose pas la question, il est tout simplement convaincu de sa nécessité face à la menace du projet libéral consistant à la transformation en marchandises de la terre, du travail et de la monnaie détruit jusqu'aux fondements mêmes des liens qui constituent une société.

Interrogations

Il ne reste pas moins que l'avènement de cette société civile démocratique n'est pas évident. Les différents mouvements alternatifs qui ont constitué les forums sociaux n'ont toujours pas adopté d'accords programmatiques alors qu'ils existent depuis 20 ans. S'ils

gardent une force relative, c'est plutôt sur le mode d'une nébuleuse d'organisations. Toutes les tentatives d'accords plus formels se sont avérées soit trop artificielles, souvent remplies de bonne volonté, mais éloignées des pratiques concrètes des différentes associations, soit elles ont débouché sur des organisations classiques, comme par exemple des partis politiques (c'est le cas notamment au Brésil en Bolivie).

Par ailleurs, (une deuxième) menace encore plus lourde plane sur l'autonomie de ces associations qui pourraient incarner cette société civile démocratique: de plus en plus, elles deviennent des associations paraétatiques. Il y a un double mouvement par lequel les États reconnaissent leur travail et financent les associations, mais en même temps se déchargent d'un certain nombre de ses fonctions et imposent des objectifs et des modalités de travail.

Conclusion

On a présenté trois exemples de pensées qui proposent à la fois un diagnostic et un plan d'attaque face à la crise du capitalisme. Elles sont hétéroclites parfois contradictoires, et critiquables. Mais par leurs diversités, elles ouvrent un certain nombre de pistes.

La première de ces pistes étant qu'on se trompe probablement en pensant qu'il suffit d'attendre encore un peu pour voir apparaître enfin une solution « clés en main » pour se débarrasser de néolibéralisme. Ce qui existe et qui se développe, c'est au contraire une myriade d'expériences, riches, dynamiques, originelles; (dans certains cas,) mais dont on voit bien qu'elles ne sont pas généralisables. Il n'y a pour le moment aucune solution globale, et il n'y en aura pas à court terme, Peut-être n'y en aura-t-il même jamais et peut-être s'agit-il même d'une bonne voir d'une excellente nouvelle.

La légitimité de toutes ces pensées est contestée. On leur oppose systématiquement l'argument d'être contre-nature. C'est peut-être étrange, mais même lorsqu'il s'agit de défendre la biodiversité, on nous explique que ce n'est pas possible parce que le marché est plus naturel, plus réel, plus concret que la vie.

Il est naturel que le marché s'occupe de notre retraite, de l'environnement et aussi des décisions politiques et il n'y a pas à débattre là-dessous. On peut appeler cela le poids de la pensée unique.

Un autre point commun entre ces trois pensées (c'est peut être ce qui fait leur force) est le fait de refuser de penser en termes de retour, il ne s'agit pas de revenir au vrai sens des mots, ni à l'essence de quoi que ce soit. Tout comme on ne cherche pas à broder sur d'in vraisemblables utopies, il s'agit à chaque fois, de penser à partir d'expériences existantes

Ces trois pensées se forment à partir d'un travail sérieux sur des détails, des petites questions marginales dont on ne devrait pas s'occuper : la composition du salaire, le contenu de la production, la prise que l'on peut avoir sur nos vies. Ce sont ces détails ces détails qui ouvrent sur d'autres perspectives. C'est peut-être dans des questions mineures, dans des détails sur lesquels « on est tous d'accords » pour lesquels « ce n'est pas la peine de se casser la tête » ou de « perdre du temps » qu'il y a des lignes de fuite.

Il ressort de ces analyses que traiter convenablement les grandes questions nécessite de travailler à partir d'échelles de temps et d'espace multiples, qu'il aurait un véritable travail à faire pour élaborer des échelles de temps et d'espace multiples permettant de traiter convenablement les grands défis de nos sociétés. La question des retraites doit être étudiée sur un siècle pour être comprise, les problèmes écologiques ont une temporalité différente, la politique d'autre encore.

Un troisième élément peut également être significatif : c'est le constat que dans les trois pensées qui ont été présentées, il existe un certain nombre de pratiques alternatives. Il ne s'agit pas d'utopies ou de rêves, mais d'expériences concrètes, parfois très importantes comme des systèmes de retraites. Toute l'importance et la puissance créatives dont elles sont porteuses ont pourtant du mal à être reconnues et valorisées. Et, du coup, à leur donner toute l'importance et la puissance créative dont elles sont porteuses. Il se pourrait que l'on manque, entre autres choses, d'outils théoriques permettant de penser ces pratiques. Non pas de théories universelles qui expliquent la vie, la mort... et ce qu'on doit y faire. Mais d'outils théoriques nous permettant d'analyser, contextualiser, comprendre, valoriser, critiquer, revendiquer... nos pratiques. Des pratiques qui existent déjà, mais qui, faute de pouvoir être pensées, sont marginalisées, malmenées ou ignorées.